

TABB, William. *The Amoral Elephant. Globalization and the Struggle for Social Justice in the Twenty-First Century*. New York, Monthly Review Press, 2001, 216 p.

Joseph Pestieau

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704462ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704462ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pestieau, J. (2002). Compte rendu de [TABB, William. *The Amoral Elephant. Globalization and the Struggle for Social Justice in the Twenty-First Century*. New York, Monthly Review Press, 2001, 216 p.] *Études internationales*, 33(3), 591–594. <https://doi.org/10.7202/704462ar>

Cet important ouvrage arrive au bon moment. Il représente une contribution majeure de deux ordres. Le premier est théorique et le second est pratique. Pour le premier aspect, ce travail multidisciplinaire présente une importante contribution à l'étude de la globalisation à l'aide d'analyses originales ayant des perspectives différentes. Ce faisant, ce livre développe une approche stimulante pour les recherches à venir sur la globalisation. L'approche théorique réaliste adoptée ici permet de mettre de côté les jugements de valeur négatifs ou positifs portés sur la globalisation. Pour le second aspect pratique, ce livre présente une analyse des conséquences stratégiques de la globalisation, dégage ses implications au niveau des politiques et contribue ainsi à apporter des pistes servant les choix politiques futurs des décideurs américains. Cette analyse globale nous amène à réaliser, d'une part, l'importance inédite et cruciale de ce nouveau phénomène mondial, et, d'autre part, la communauté de destin des différentes régions du monde qui sont dorénavant liées les unes aux autres.

Aziz ENHALLI

*Docteur en science politique
Université Laval, Québec*

**The Amoral Elephant.
Globalization and the Struggle
for Social Justice
in the Twenty-First Century.**

TABB, William. *New York, Monthly Review Press, 2001, 216 p.*

Ce livre prend vigoureusement parti contre la globalisation financière et le discours néo-libéral qui la promeut. Il s'oppose cependant au protectionnisme et à une surenchère

dans le protectionnisme que risquent de provoquer les méfaits d'une mondialisation déréglée. Il ne condamne pas le commerce international, les transferts technologiques et les investissements directs étrangers qui les favorisent. Sa cible première, c'est la liberté du capital financier à imposer partout sa loi au détriment des travailleurs et des citoyens. Son extrême mobilité lui donne ce pouvoir et lui permet de se conduire de façon irresponsable d'un point de vue social. On ne peut dire que les politiques aient capitulé devant lui ; s'il est si fort, c'est parce que plusieurs États, et d'abord l'américain, prennent son parti et règlent ses dérèglements. Le règne du capital international est une forme de l'impérialisme américain ou plus exactement de certaines couches sociales aux États-Unis, qui se trouvent des comparses ou mettent en place des comparses dans la « périphérie ». Le monde serait la proie d'une alliance entre le Trésor américain, Wall Street et le FMI. L'ascendant idéologique du discours que tiennent ces trois larrons, signifie évidemment que les forces sociales et politiques qui auraient pu leur résister, sont affaiblies.

Ce livre n'est pas un pamphlet et ne reprend pas le cadre d'analyse marxiste, si ce n'est partiellement. Il tente d'analyser comment les politiques keynésiennes, les compromis entre classes que supposaient ces politiques, l'État social-démocrate et la maîtrise relative des économies nationales à l'abri d'un contrôle des changes (établi à Bretton Woods et défini comme un fondement du FMI première manière) ont été progressivement abandonnés avec la libéralisation des mouvements de capitaux.

L'auteur réclame une distribution plus équitable des bénéfices de la mondialisation au nom même des valeurs fondamentales que représentent les droits de la personne et qui ont cours aux États-Unis. Il ajoute cependant que cela ne se fera qu'avec une revitalisation des mouvements sociaux et politiques face à la finance internationale, mouvements qui ne peuvent surgir que des rapports de classe en transformation au sein de l'économie mondialisée. Il condamne les espoirs réformistes et laisse entendre que les appels à une meilleure distribution des bénéfices de la mondialisation seront impuissants ou mensongers aussi longtemps que les capitaux pourront aller et venir librement, sans égard pour les économies nationales, les peuples et les pouvoirs démocratiques. Les marchés financiers laissés à eux-mêmes provoquent des crises dont les capitalistes internationaux ne souffrent guère, le FMI venant à leur rescousse, mais dont souffrent terriblement les travailleurs et les citoyens qui s'en trouvent davantage démunis et démobilisés. Bref, la mondialisation n'est pas amendable et la polarisation des revenus continuera tant qu'une nouvelle architecture financière mondiale n'imposera pas des règles au capital pour le civiliser.

Après avoir ainsi tracé les grands traits de ce livre, voyons quelques-uns des nombreux thèmes particuliers dont il traite. D'abord, il explore les voies par lesquelles les pays pauvres sont marginalisés par les plus riches, notamment les États-Unis et le Royaume Uni, au sein des organisations internationales chargées de gouverner l'économie mondiale. La pression idéologique en faveur des puissances dominantes est relayée par des institutions

où les votes et les consultations se font systématiquement en faveur des mêmes puissances, renforçant ainsi leur position dominante. Cela tient à plusieurs raisons que l'auteur aurait pu distinguer et qui ne jouent pas de la même manière dans les différentes organisations internationales : procédures informelles en faveur du G3, pondération des votes en fonction du poids économique ou chantage exercé sur les faibles ne sont pas à confondre. Ce qui se joue au palier international n'est pas tellement différent de ce qui se passe à d'autres paliers.

Un second thème touche à la continuité historique de la mondialisation : le capitalisme tend par nature à étendre les marchés, à concentrer la richesse et à faire sauter les contraintes que lui imposent les sociétés et les pouvoirs politiques. Ce n'est pas original de le dire, mais l'auteur le dit bien et donne ainsi un cadre général pour interpréter l'érosion puis l'abandon du keynésianisme et du contrôle des changes. Le keynésianisme n'aurait été qu'un épisode, une parenthèse, qui s'expliquerait par le souvenir de la grande dépression.

Pour illustrer l'irresponsabilité et l'impérialisme des financiers, que soutiennent le « Trésor » américain et le FMI, l'auteur considère longuement la crise dite asiatique. Il en cherche les causes réelles derrière les causes prétendues. Il en examine les résultats catastrophiques pour les populations et les remèdes du FMI qui aggravèrent la situation, mais sauvèrent la mise des financiers internationaux. Il note le rachat à des prix ridiculement bas de « corporations » des Tigres ou Dragons asiatiques par des intérêts occidentaux. Si différents pays ont

accepté les remèdes du FMI, « ce n'est pas la faiblesse de l'État qui est révélée par de tels développements, mais le caractère de classe de l'État » (p. 86). « Les crises financières doivent être comprises dans le contexte plus large des projets impérialistes qui tirent parti de la relation entre créanciers et débiteurs pour dominer d'autres économies (...) » (p. 95).

L'attachement de l'auteur au modèle keynésien revient sur le tapis à plusieurs reprises pour critiquer la situation actuelle. Dans ce modèle, qui s'applique dans un cadre national, la pression à la hausse sur tous les salaires et les dépenses sociales de l'État soutiennent la demande. Dans le modèle néo-libéral, chaque pays est invité à exporter aux plus bas coûts, comptant sur une demande extérieure dont aucune instance ne se soucie, et l'austérité est imposée à l'intérieur sur la masse des salaires, si bien que la demande s'en trouve réduite (pp. 106-107). D'autre part, la souveraineté des peuples exige de limiter le pouvoir des financiers à imposer leur modèle (p. 120).

Ce livre soutient l'intérêt du lecteur et soulève une saine indignation, mais il ne convainc pas toujours et soulève bien des questions. J'en soulignerai quelques-unes directement liées aux thèmes relevés ci-dessus, en commençant par le dernier. La souveraineté politique est une notion qui a perdu la netteté qu'elle put avoir. Les peuples ne sont plus indépendants les uns des autres, ils sont de plus en plus interdépendants et doivent gérer cette interdépendance démocratiquement. C'est ainsi et seulement ainsi qu'ils pourront gagner leur souveraineté. Le retour aux

politiques nationales keynésiennes de l'après-guerre est impossible dans la mesure où les peuples ne voudraient probablement pas se « déconnecter » de l'économie mondiale. Les citoyens et travailleurs sont aussi des consommateurs, et il ne suffit pas de dire qu'ils sont abusés en tant que consommateurs. Certes, il faut régler les flux financiers internationaux, mobiliser les citoyens et les travailleurs pour ce faire et réinventer une souveraineté des peuples, il faut redéfinir des politiques sociales et des politiques de soutien de la demande. Encore faudrait-il savoir comment ou au moins en discuter dans le cadre de la mondialisation actuelle.

Il est sans doute vrai qu'une économie néo-libérale tend à s'autodétruire, mais dire qu'elle ne crée pas une demande pour sa production et engendre donc fatalement une surproduction est une demi-vérité. La croissance des tigres asiatiques – pour reprendre l'exemple utilisé par l'auteur – était bien axée sur l'exportation et sur des salaires relativement bas, mais cette croissance a créé une demande de biens de production, puis une demande de biens de consommation. Elle a été interrompue par une crise essentiellement financière – certainement imputable au néolibéralisme – et non par les effets d'une surproduction qui, si elle existait, se serait résorbée avec peine, mais sans crise.

L'auteur ne parle pas de complot impérialiste derrière le consensus de Washington et l'alliance entre le Trésor américain, Wall Street et le FMI, mais il aurait pu parler des raisons de leur hégémonie idéologique et insister sur les raisons de leur convergence objective pour éliminer la

tentation d'une explication – qui n'en est pas une – par le complot.

Enfin, il s'oppose au réformisme parce qu'il considère avec raison qu'il faut changer les tendances dues au système capitaliste, mais il n'en dit guère plus, il n'offre pas de programme. Par ailleurs, il insiste sur la nécessité de règles qui limiteraient les mouvements de capitaux – et il a raison de voir là une priorité. Mais instaurer de telles règles requiert-il plus qu'une réforme ? Cela exige-t-il des changements révolutionnaires dans les rapports de classe ? Cela dit, le lecteur que je suis préfère de loin demeurer avec toutes ces questions et beaucoup d'autres, plutôt que de recevoir les réponses dogmatiques que les idéologues, à gauche comme à droite, affectionnent.

Joseph PESTIEAU

Professeur retraité
Collège Saint-Laurent, Montréal

ASIE

Le Viêt Nam face à l'avenir.

DELALANDE, Philippe. Paris,
L'Harmattan, 2000, 228 p.

Si on devait choisir un petit pays économiquement sous-développé qui capte à la fois tous les éléments du développement socioéconomique et de la transition rapide vers une économie de marché dans une ère de mondialisation, ce serait bien le Vietnam. C'est pour cela que le livre de Philippe Delalande revêt d'emblée un grand intérêt en ce début du 21^e siècle. De plus, le Vietnam symbolise également tous les drames (décolonisation, guerre froide, lutte entre le socialisme et le capitalisme, écart entre les riches

et les pauvres) de la deuxième moitié du 20^e siècle.

Ce petit livre fort agréable est divisé en sept chapitres. Les premier et dernier traitent des enjeux actuels que le Vietnam – emblématique de tant d'autres pays – doit affronter en ce début de siècle : morcellement géographique, divisions sociales, vulnérabilité géopolitique face à la Chine, diversité culturelle et religieuse, atouts et dangers d'un système politique géré par un seul parti, recherche d'un rôle valorisant au sein d'une organisation régionale (l'ASEAN), après-chocs de la crise financière asiatique de 1997, etc. L'auteur se dit optimiste que le développement et la transition se feront avec succès, mais émet plusieurs conditions et scénarios sous lesquels le Vietnam échouerait devant ce double défi.

Le chapitre deux esquisse une toile de fond de l'évolution à travers les siècles du rôle particulier du Vietnam dans l'Asie du Sud-Est. Il en ressort que le Vietnam a dû lutter constamment contre des envahisseurs chinois, japonais, français et américains dans des tentatives successives de garder son indépendance. C'est là le côté négatif de la médaille. Mais du côté positif, le Vietnam s'est grandement enrichi : culturellement par les valeurs confucéennes et la richesse linguistique des Chinois, administrativement par le système juridique et l'association à la Francophonie grâce aux Français, et économiquement par le pragmatisme et l'esprit d'entrepreneuriat des Américains.

Sur cette toile de fond historique, le chapitre trois traite de l'axe *politique*. Il y est surtout question du rôle potentiel du parti communiste vietnamien.